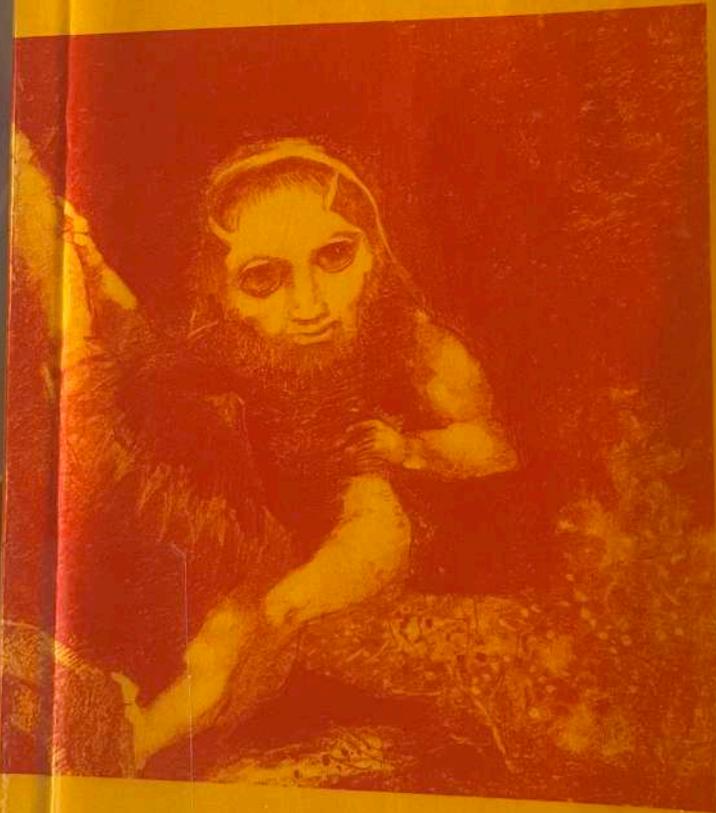


Silvia Federici
Caliban et la Sorcière

Femmes, corps et accumulation primitive



BIBLIOTHEQUE DE LA VILLE DE PARIS

3 2272 14386 707 2

entremonde
senonevero

lares de l'accumulation primitive.

Le servage comme rapport de classes

Si les luttes antiféodales du Moyen Âge permettent de mieux saisir le développement des rapports capitalistes, leur signification politique intrinsèque n'apparaît qu'en les resituant dans le contexte plus large de l'histoire du servage, qui fut le rapport de classes dominant de la société féodale et, jusqu'au xiv^e siècle, le point nodal de la lutte antiféodale.

Le servage se développa en Europe entre les v^e et vii^e siècles de notre ère en réaction à l'effondrement du système esclavagiste, sur lequel avait été bâtie l'économie de l'Empire romain. Il fut le résultat

3 R. Hilton, *Les Mouvements paysans du Moyen Âge et la Révolte anglaise de 1381* (1973), Paris, Flammarion, 1979, p. 284.

de deux phénomènes corrélés. À partir du iv^e siècle, dans les territoires romains et les nouveaux États germaniques, les propriétaires fonciers durent octroyer aux esclaves un lopin de terre et le droit de fonder leur propre famille, afin d'endiguer leurs révoltes ou leur fuite vers le « maquis », où des communautés de marrons se formaient aux marges de l'empire⁴. Au même moment, les propriétaires fonciers commencèrent à asservir les paysans libres qui, ruinés par l'expansion de l'esclavage et plus tard par les invasions germaniques, se tournaient vers les seigneurs pour être protégés, fût-ce au prix de leur indépendance. Ainsi, tandis que l'esclavagisme ne fut jamais complètement aboli, un nouveau rapport de classes se développa. Il devait homogénéiser la condition des anciens esclaves et des travailleurs agricoles libres⁵, asservissant toute la paysannerie. Pendant trois siècles (du ix^e au xi^e siècle), « paysan » (*rusticus*, *villanus*) devait être synonyme de « serf » (*servus*)⁶.

4 Le meilleur exemple de société marron furent les Bagaudes qui s'emparèrent de la Gaule autour de l'an 300 (cf. P. Dockès, *op. cit.*, p. 110). Son histoire mérite d'être évoquée.

Il s'agissait de paysans libres et d'esclaves qui souffraient des affrontements entre prétendants au trône impérial romain. En bande, ils sillonnaient le pays, armés d'outils agricoles et de chevaux volés (d'où leur nom : « bandes de combattants », cf. J. D. Randers-Pehrson, *Barbarians and Romans. The Birth of the Struggle of Europe. 400-700*, Londres, University of Oklahoma Press, 1983, p. 26). Des citoyens se joignirent à eux pour former des communautés autonomes. Ils y battaient une monnaie portant la devise « Espoir », élargissaient la justice. Battus en rase campagne par Maximien Hercule, co-empereur de Dioclétien, ils choisirent la « guérilla », pour ressurgir dans toute leur force au v^e siècle, où ils devinrent la cible d'actions militaires répétées. En 407, ils furent les protagonistes d'une « insurrection féroce ». L'empereur Constantin les écrasa dans une bataille en Armorique (Bretagne) (*ibid.*, p. 124). Là, « les esclaves et paysans insurgés créèrent une organisation "étatique" autonome, expulsant les fonctionnaires [romains], expropriant les propriétaires [terriens], réduisant en esclavage les esclavagistes. Ils organisèrent un système judiciaire et une armée » (P. Dockès, *op. cit.*, p. 111). Malgré les nombreuses tentatives pour les réprimer, les Bagaudes ne furent jamais complètement vaincus. Les empereurs romains durent faire appel à des tribus d'Espagne et les dota généreusement en terres gauloises, espérant qu'ils circonviendraient les Bagaudes. Même les Huns furent recrutés pour les traquer (cf. J. D. Randers-Pehrson, *op. cit.*, p. 189). Mais on retrouve les Bagaudes combattant avec les Visigoths et les Alains contre l'avance d'Attila.

5 Cf. P. Dockès, *op. cit.*, p. 187.

6 H. Pirenne, *Histoire de l'Europe. Des Invasions au XVI^e siècle*, Neuchâtel, La Baconnière, 1959, p. 68.

Le servage représentait un énorme fardeau, tant comme rapport de travail que statut juridique. Les serfs étaient liés aux propriétaires fonciers, leurs personnes et leurs possessions étaient propriété de leurs maîtres et leurs vies étaient régies à tous les égards par la loi de la maison seigneuriale. Néanmoins, le servage redéfinissait le rapport de classes en des termes plus favorables aux travailleurs. Le servage marqua la fin du travail par équipes enchaînées, de la vie dans les *ergastula*⁷ et une atténuation des châtiments atroces (colliers de fer, marques au fer rouge, crucifixions) sur lesquels reposait l'esclavage. Dans les domaines féodaux, les serfs étaient soumis à la loi du seigneur, mais leurs infractions étaient jugées sur la base d'accords « coutumiers », et même, par la suite, sur la base d'un système de jury paritaire.

L'aspect le plus important du servage, du point de vue des changements qu'il introduisit dans le rapport maître-serviteur, est qu'il donnait aux serfs un accès direct aux moyens de leur reproduction. En échange du travail qu'ils étaient tenus de faire sur la terre des seigneurs (le *demesne*), les serfs recevaient une parcelle (*manse*) qu'ils pouvaient utiliser pour assurer leur subsistance et transmettre à leurs enfants « comme un véritable héritage, moyennant le paiement d'un droit de succession⁸ ». Comme le montre Pierre Dockès dans *La Libération médiévale* (1979), cet arrangement augmentait l'autonomie des serfs et améliorait leurs conditions de vie, puisqu'ils pouvaient désormais consacrer plus de temps à leur reproduction et négocier l'étendue de leurs obligations, au lieu d'être traités comme des biens meubles soumis à une règle inconditionnelle. Jouissant de l'usage et de la possession effectifs d'un lopin de terre, les serfs

7 Les *ergastula* étaient les logements des esclaves dans les villas romaines. Il s'agissait de « prisons souterraines » dans lesquelles les esclaves dormaient enchaînés. Elles avaient des fenêtres si hautes que les esclaves ne pouvaient pas les atteindre (cf. P. Dockès, *op. cit.*, p. 88). « Ces prisons, les *ergastula*, furent quasi générales semble-t-il dans les régions conquises [par les Romains] (quand les esclaves étaient beaucoup plus nombreux que les hommes libres) » (*ibid.* 260). Le mot *ergastolo* est encore utilisé dans le vocabulaire de la justice criminelle italienne, il signifie « perpétuité ».

8 P. Boissonnade, *Le Travail dans l'Europe chrétienne au Moyen Âge* (1921), Genève, Slatkine, 1974, p. 166.

pouvaient surtout assurer leur subsistance en toute circonstance et, même à l'apogée de leurs confrontations avec les seigneurs, ils ne pouvaient être aisément contraints par la menace de famine. Il est vrai que le seigneur pouvait expulser les récalcitrants, mais il le faisait rarement, étant donné les difficultés pour recruter de nouveaux travailleurs dans une économie plutôt fermée et la nature collective des luttes paysannes. C'est pourquoi, comme le notait Marx sur le manoir féodal, l'exploitation du travail dépendait toujours de l'usage direct de la force⁹.

L'expérience d'autonomie dont bénéficiaient les paysans du fait de l'accès direct à la terre recelait aussi un potentiel politique et idéologique. Les serfs en vinrent peu à peu à considérer la terre qu'ils occupaient comme la leur, et à percevoir comme intolérables les limites que l'aristocratie imposait à leur liberté. «La terre à ceux qui la travaillent», une revendication qui a retenti tout au long du xx^e siècle, depuis les révolutions mexicaine et russe jusqu'aux luttes contemporaines contre la privatisation de la terre, est un cri de guerre que les serfs du Moyen Âge n'auraient certainement pas renié. Mais la force des «vilains» provenait du fait que l'accès à la terre était pour eux une réalité.

Avec l'usage de la terre venait aussi l'usage des communaux [*commons*], prairies, forêts, lacs, pâturages sauvages, qui fournissaient des ressources essentielles à l'économie paysanne (bois de chauffage, bois de charpente pour la construction, étangs à poissons, pâture pour les bêtes) et favorisaient la cohésion et la coopération

⁹ C'est ce que Marx écrit dans *Le Capital*, Livre III, en comparant l'économie du servage et les économies de l'esclavage et du capitalisme. «[Dans une certaine mesure, le serf assurant sa propre survie] peut-il, dans ce cas, se procurer non seulement les moyens nécessaires à sa subsistance [...] Toutes choses égales d'ailleurs, cette possibilité dépend du rapport existant entre le temps qu'il passe à travailler pour lui-même et celui qu'il consacre à la corvée au profit du seigneur [...] Dans ces conditions, la contrainte extra-économique, quelle qu'en soit d'ailleurs la forme, peut seule leur extorquer du surtravail pour le compte de ce propriétaire nominal.» (K. Marx, *Matériaux pour le deuxième volume du Capital* in *Œuvres. Économie II*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1968, p. 1399-1400.)

de la communauté¹⁰. Dans le Nord de l'Italie, le contrôle de ces ressources fournissait même la base du développement d'autoadministrations collectives¹¹. Les communaux étaient si importants dans l'économie politique et les luttes de la population rurale du Moyen Âge que leur souvenir excite encore notre imagination, projetant la vision d'un monde où les biens seraient partagés et où la solidarité, et non le désir d'enrichissement personnel, pourrait être la substance des rapports sociaux¹².

La communauté servile médiévale était loin d'avoir de tels objectifs, et il ne faut pas l'idéaliser comme un exemple de collectivisme. En fait, son exemple nous rappelle que ni «collectivisme» ni «localisme» ne sauraient garantir des rapports égalitaires si la collectivité ne contrôle pas ses moyens de subsistance et si tous ses membres n'y ont pas un accès égal. Ce n'était pas le cas des serfs dans les manoirs féodaux. Malgré la prédominance de formes collectives de travail et de «contrats» collectifs avec les propriétaires fonciers, et malgré le caractère local de l'économie paysanne, le village médiéval n'était pas une communauté d'égaux. Comme le montre une vaste documentation provenant de tous les pays d'Europe occidentale, il y avait de nombreuses différences sociales à l'intérieur de la paysannerie, qui séparaient les paysans libres et ceux de statut servile, les paysans riches et les paysans pauvres, les paysans munis d'une tenure stable et les ouvriers sans terre travaillant pour un salaire sur le *demesne* du seigneur, et entre les hommes et les femmes¹³.

10 Cf. J. Birrell, «Common Rights in the Medieval Forest. Disputes and Conflicts in the Thirteenth Century» in *Past and Present*, n° 117, novembre 1987, p. 23.

11 Cf. R. Hilton, *Les Mouvements paysans du Moyen Âge et la Révolte anglaise de 1381*, *op. cit.*, p. 92.

12 Pour un examen de l'importance des communaux et des droits relatifs en Angleterre, cf. J. Thirsk, «The Common Fields» in *Past and Present*, n° 29, 1964, p. 3-25, J. Birrell, *op. cit.* et J. M. Neeson, *Commoners. Common Right, Enclosure and Social Change in England. 1700-1820*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993. Les mouvements écologiste et écoféministe ont donné aux communaux une signification politique nouvelle. Pour une perspective écoféministe sur l'importance des communaux dans l'économie de la vie des femmes, cf. V. Shiva, *Staying Alive. Women, Ecology and Survival in India*, Londres, Zed Books, 1989.

13 Pour un examen de la stratification sociale dans la paysannerie européenne, cf. R. Hilton, *Class Conflict and the Crisis of Feudalism. Essays in Medieval Social*

La terre était habituellement donnée aux hommes et transmise par les mâles, même s'il y avait de nombreux cas où les femmes en héritaient et la géraient en leur nom¹⁴. Les femmes étaient aussi exclues des fonctions auxquelles les hommes plus fortunés avaient accès et, dans tous les cas, elles avaient un statut de seconde classe¹⁵. C'est peut-être la raison pour laquelle leurs noms sont rarement mentionnés dans les registres seigneuriaux, sauf ceux des tribunaux où les infractions des serfs étaient enregistrées. Néanmoins les femmes serves étaient moins dépendantes de leur compagnon mâle, moins différenciées d'eux physiquement, socialement et psychologiquement, et moins asservies aux besoins des hommes que les femmes « libres » ne devaient l'être par la suite dans la société capitaliste.

La dépendance des femmes par rapport aux hommes à l'intérieur de la communauté des serfs était limitée par le fait qu'au-dessus de l'autorité de leurs maris et pères prévalait celle des seigneurs, qui se déclaraient possesseurs des personnes et de la propriété des serfs, et tentaient de contrôler tous les aspects de leur vie, du travail au mariage et au comportement sexuel.

History, Londres, Hambledon Press, 1985, p. 116-117, 141-151 et J. Z. Titow, *English Rural Society. 1200-1350*, Londres, George Allen and Unwin Ltd., 1969, p. 56-59. La distinction entre liberté *personnelle* et liberté *de la tenure* est tout particulièrement importante. La première impliquait qu'un paysan n'était pas un serf, bien qu'il puisse être forcé de fournir des services en travail. La seconde signifiait qu'un paysan détenait une terre qui n'était pas « chargée » d'obligations serviles. En pratique, les deux tendaient à coïncider, mais cela commença à changer après la commutation quand des paysans libres, pour étendre leurs exploitations, se mirent à acquérir des terres qui portaient des charges serviles. Ainsi, « nous trouvons effectivement des paysans de statut personnel libre (*liber*) possédant des terres serviles et des serfs (*villani, nativi*) possédant des terres libres, bien que ces deux situations fussent rares et mal vues » (*ibid.*, p. 56-57).

- 14 L'étude menée par Barbara Hanawalt des testaments à Kibworth (Angleterre) au xv^e siècle montre que « les hommes favorisaient les fils adultes dans 41 % des testaments, alors qu'ils laissaient l'exploitation à l'épouse seule ou à l'épouse avec un enfant dans 29 % des cas » (B. Hanawalt, *The Ties that Bound. Peasant Families in Medieval England*, Oxford, Oxford University Press, 1986, p. 155).
- 15 Cf. J. M. Bennett, « Public Power and Authority in the Medieval English Countryside » in M. Erler, M. Kowaleski (éds.), *Women and Power in the Middle Ages*, Athens (Georgia), University of Georgia Press, 1988, p. 18-29; S. Shahar, *The Fourth Estate. A History of Women in the Middle Ages*, Londres, Methuen, 1983.

C'est le seigneur qui commandait le travail et les relations sociales des femmes, décidant par exemple si une veuve devait se remarier et qui devait être son époux, revendiquant même dans certaines régions le *jus primae noctis*, le droit de coucher avec la femme du serf lors de la nuit de noce. L'autorité des serfs hommes sur les femmes de leur famille était en outre limitée par le fait que la terre était généralement attribuée à l'unité familiale, et que les femmes non seulement travaillaient sur celle-ci mais pouvaient disposer des produits de leur travail et n'étaient pas obligées de dépendre de leurs maris pour leur subsistance. L'association de la femme à la possession de la terre était si bien comprise en Angleterre que « lorsqu'un couple de serfs se mariait, il était courant pour l'homme d'aller rendre la terre au seigneur, pour la reprendre à son nom et celui de sa femme¹⁶ ». En outre, comme le travail sur la ferme servile était organisé sur la base de l'autosubsistance, la division sexuelle du travail y était moins prononcée et moins discriminante que dans la ferme capitaliste. Dans le village féodal, aucune séparation sociale n'existait entre la production de biens et la reproduction de la force de travail : tout travail contribuait à la subsistance de la famille. Les femmes travaillaient dans les champs, en plus d'élever les enfants, de faire la cuisine, de laver, de filer, et de tenir un jardin de simples : leurs activités domestiques n'étaient pas dévalorisées et n'impliquaient pas des rapports différents de ceux des hommes, comme ce devait être le cas ultérieurement, dans une économie monétaire, quand le travail domestique cesserait d'être perçu comme un véritable travail.

16 B. Hanawalt, *The Ties That Bound. Peasant Families in Medieval England*, op. cit., p. 155. Hanawalt voit la relation maritale chez les paysans au Moyen Âge comme un « partenariat ». « Les transactions foncières devant les juridictions seigneuriales montrent une forte pratique de responsabilité et de prise de décision en commun [...] Le mari et la femme sont aussi ensemble quand ils achètent ou louent des parcelles soit pour eux-mêmes soit pour leurs enfants » (ibid., p. 16). Pour la contribution des femmes au travail agricole et leur contrôle sur leur surproduit, voir aussi S. Shahar, op. cit., p. 239-242. Pour les contributions extralégales des femmes à leur foyer, voir B. Hanawalt, *The Ties that Bound. Peasant Families in Medieval England*, op. cit., p. 12. En Angleterre, « le glanage illégal était pour une femme le moyen le plus courant de se procurer un supplément de céréales pour sa famille » (ibid.).

En considérant que dans la société médiévale les rapports collectifs l'emportaient sur les rapports familiaux, et que la plupart des tâches que les serves effectuaient (laver, filer, faire les récoltes et soigner les bêtes sur les communaux) se faisaient en coopération avec d'autres femmes, nous comprenons alors que la division sexuelle du travail, loin d'être une source d'isolement, était une source de pouvoir et de protection pour les femmes. Elle était la base d'une socialité et d'une solidarité féminine forte qui permettait aux femmes de tenir tête aux hommes, même si l'Église prêchait la soumission des femmes aux hommes, et que le droit canon sanctifiait le droit pour le mari de battre sa femme.

Cependant, on ne peut traiter de la position des femmes dans le manoir féodal comme si c'était une réalité statique¹⁷. Car le pouvoir des femmes et leurs rapports avec les hommes étaient déterminés, à tout moment, par les luttes que leurs communautés menaient contre les propriétaires fonciers et les changements que ces luttes produisaient dans le rapport maître-serviteur.

La politique sexuelle, le développement de l'État et la contre-révolution

À la fin du xv^e siècle, une contre-révolution était pourtant déjà en route à tous les niveaux de la vie politique et sociale. Tout d'abord, les autorités politiques s'employèrent à assimiler les travailleurs masculins les plus jeunes et les plus rebelles, au moyen d'une politique sexuelle qui leur procurait du sexe gratuit, et déplaçait le conflit de classe sur le conflit avec les femmes prolétaires. Comme l'a montré Jacques Rossiaud dans *La Prostitution médiévale* (1988), en France, les autorités municipales *décriminalisèrent le viol* en pratique, pourvu que les victimes fussent des femmes de la classe inférieure. À Venise au xiv^e siècle, le viol d'une femme prolétaire non mariée n'entraînait guère plus qu'une remontrance, même dans les cas, fréquents, où il impliquait une agression en bande¹⁴². Il en allait de même dans la plupart des villes françaises. Là, le viol en bande de femmes prolétaires devint une pratique courante perpétrée ouvertement et bruyamment la nuit, en groupes de deux à quinze, entrant par effraction dans les maisons de leurs victimes ou les traînant à travers les rues, sans même tenter de se cacher ou de se dissimuler. Ceux qui prenaient part à ce « sport » étaient des jeunes travailleurs journaliers ou des domestiques et les fils désargentés de familles respectables, tandis que les femmes visées étaient des jeunes filles pauvres, femmes de chambre ou blanchisseuses, au sujet desquelles courait la rumeur qu'elles étaient « conservées » par leurs maîtres¹⁴³. En moyenne, la moitié des jeunes hommes de la ville, à un moment ou un autre, prenaient part à ces agressions, que Rossiaud décrit comme une forme de contestation de classe, un moyen pour les hommes prolétaires, forcés de repousser leur mariage pendant de nombreuses années du fait de leur situation économique, de récupérer « leur dû » et prendre leur revanche sur les riches. Mais les résultats furent dévastateurs pour tous les travailleurs, car le viol de femmes pauvres soutenu par l'État sapait la solidarité de classe qui avait été conquise dans la lutte antiféodale. Il n'est pas

142 Cf. G. Ruggiero, *The Boundaries of Eros. Sex, Crime and Sexuality in Renaissance Venice*, Oxford, Oxford University Press, 1989, p. 91-108.

143 Cf. J. Rossiaud, *Medieval Prostitution*, Oxford, Basil Blackwell, 1988, p. 28.

surprenant que les autorités aient considéré les troubles générés par une telle politique (les bagarres, la présence de bandes de jeunes rôdant dans les rues la nuit à la recherche d'une aventure et perturbant la tranquillité publique) comme un moindre prix à payer en échange de la diminution des tensions sociales, obnubilées par leur peur des insurrections urbaines et par l'idée que les pauvres, s'ils prenaient le dessus, prendraient leurs femmes et les mettraient en commun¹⁴⁴.

Pour les femmes prolétaires, si cavalièrement sacrifiées par les maîtres comme par les serviteurs, le prix à payer était incalculable. Une fois violées, elles pouvaient difficilement retrouver leur place dans la société. Leur réputation étant détruite, elles devaient quitter la ville ou se tourner vers la prostitution¹⁴⁵. Mais elles n'étaient pas les seules touchées. La légalisation du viol créa un climat d'intense misogynie qui avilissait toutes les femmes sans distinction de classe. Elle rendait aussi la population insensible à la perpétuation de la violence contre les femmes, jetant les bases de la chasse aux sorcières qui commença à la même époque. C'est à la fin du xiv^e siècle qu'eurent lieu les premiers procès de sorcières et que pour la première fois, l'Inquisition enregistra l'existence d'une hérésie exclusivement féminine, une secte d'adoratrices du diable.

L'institutionnalisation de la prostitution, à travers l'ouverture de bordels municipaux qui bientôt proliférèrent à travers toute l'Europe, représenta un autre aspect de cette politique sexuelle, source de division, que menaient les princes et les autorités municipales pour tempérer la contestation des travailleurs. Autorisée par le régime de hauts salaires de l'époque, la prostitution gérée par l'État était considérée comme un remède efficace contre l'agitation des jeunes prolétaires, qui pouvaient dans « la grande maison », comme on nommait le bordel d'État en France, jouir d'un privilège réservé auparavant aux hommes plus âgés¹⁴⁶. Le bordel municipal était aussi considéré comme un

144 *Ibid.*, p. 29.

145 *Ibid.*, p. 43; G. Ruggiero, *The Boundaries of Eros. Sex, Crime and Sexuality in Renaissance Venice*, op. cit., p. 99.

146 Cf. J. Rossiaud, op. cit.

remède contre l'homosexualité¹⁴⁷, qui dans plusieurs villes d'Europe (par exemple Padoue et Florence) était largement et publiquement pratiquée mais qui, au lendemain de la peste noire, commençait à être perçue comme une possible cause de dépopulation¹⁴⁸.

Ainsi, entre 1350 et 1450, des bordels gérés par la collectivité, financés par l'impôt, furent ouverts dans chaque ville ou village en Italie et en France, en nombres bien supérieurs à ceux atteints au XIX^e siècle. Amiens à elle seule comptait cinquante-trois bordels en 1453. De plus, toutes les restrictions et pénalités contre la prostitution furent éliminées. Les prostituées pouvaient maintenant solliciter leurs

147 Cf. L. L. Otis, *op. cit.*

148 La prolifération de bordels publics s'accompagna ainsi d'une campagne contre les homosexuels qui se propagea jusqu'à Florence, où l'homosexualité était une part importante du tissu social, « attirant des mâles de tous âges, de toutes situations matrimoniales et de tous rangs sociaux. » L'homosexualité était si populaire à Florence que les prostituées portaient des vêtements masculins pour attirer leurs clients. Deux initiatives prises par les autorités en 1403 furent les signes d'un changement à Florence. La ville bannit les « sodomites » des emplois publics, et mit en place une commission de surveillance vouée à l'extirpation de l'homosexualité : l'Office de la Décence [*Onestà*]. Mais il est significatif que la principale mesure cet office fut de permettre l'ouverture de nouveaux bordels publics, de sorte que, en 1418, les autorités cherchaient encore des moyens d'éradiquer la sodomie « de la ville et du comté » (M. Roche, *Forbidden Friendships. Homosexuality and Male Culture in Renaissance Florence*, Oxford, Oxford University Press, 1997, p. 30–32, 35). Sur la promotion par le gouvernement de Florence d'une prostitution financée par la collectivité comme remède contre le déclin de la population et la « sodomie », cf. aussi Richard C. Trexler :

« Ainsi que d'autres villes italiennes du XV^e siècle, Florence croyait que favoriser officiellement la prostitution, c'était combattre deux maux incomparablement plus graves du point de vue moral ou social : l'homosexualité masculine (dont la pratique estompait, pensait-on, la différence des sexes et par là toute différence et hiérarchie instituée), et le déclin des naissances légitimes qui résultait du nombre insuffisant des mariages. » (R. C. Trexler, *The Women of Renaissance Florence*, t. II : *Power and Dependence in Renaissance Florence*, Binghamton (NY), Medieval and Renaissance Texts and Studies, 1993, p. 32.)

Trexler souligne qu'on trouve la même corrélation entre diffusion de l'homosexualité, déclin de la population et soutien public de la prostitution à Lucques, Venise et Sienne à la fin du XIV^e siècle et au début du XV^e siècle, et que l'augmentation du pouvoir social des prostituées, ainsi que de leur nombre, conduisit finalement à une réaction :

« Au début du XV^e siècle, prédicateurs et hommes d'État [à Florence] avaient cru profondément qu'une cité dans laquelle hommes et femmes se ressemblaient trop et se mimaient réciproquement ne pouvait perdurer. Un siècle plus tard, [ils] en étaient à se demander si elle survivrait, dès lors qu'on ne pouvait plus distinguer les dames de la bonne société des prostituées des bordels » (*ibid.*, p. 65).

clients partout dans la ville, même devant l'église pendant la messe. Elles n'étaient plus tenues à un code vestimentaire particulier ou au port de marques distinctives, parce que la prostitution était officiellement reconnue comme un service public¹⁴⁹.

Même l'Église en vint à concevoir la prostitution comme une activité légitime. On croyait que le bordel géré par l'État fournissait un antidote aux pratiques sexuelles orgiaques des sectes hérétiques et un remède à la sodomie, aussi bien qu'un moyen de protéger la vie de la famille.

Il est difficile rétrospectivement de dire jusqu'à quel point jouer la « carte du sexe » permit à l'État de discipliner et diviser le prolétariat médiéval. Ce qui est sûr, c'est que ce « New Deal » sexuel faisait partie d'un processus plus vaste, qui, en réponse à l'intensification des conflits sociaux, conduisit à une centralisation de l'État, unique agent à même de faire face à la généralisation de la lutte et de préserver le rapport de classe.

Dans ce processus, comme nous le verrons plus tard dans cet ouvrage, l'État devint le gestionnaire en dernière instance des rapports de classe, et le garant de la reproduction de la force de travail, fonction qu'il a continué de remplir jusqu'à nos jours. À ce titre, les fonctionnaires de l'État promulguèrent des lois dans de nombreux pays qui mirent des limites au coût du travail (en fixant le salaire maximum), interdirent le vagabondage (dorénavant durement sanctionné)¹⁵⁰, et encouragèrent les travailleurs à se reproduire.

Finalement la montée du conflit de classe entraîna une nouvelle alliance entre la bourgeoisie et la noblesse, sans laquelle les révoltes du prolétariat auraient pu ne pas être vaincues. Il est difficile, en fait, d'accepter ce que disent les historiens, quand ils affirment que ces luttes n'avaient aucune chance de succès du fait de l'étroitesse de leurs horizons politiques et de la « nature confuse de leurs revendications ». En réalité, les objectifs des paysans et des artisans étaient tout à fait transparents. Ils revendiquaient que « caskuns devroit avoir

149 *Ibid.*, p. 9-10.

150 Cf. B. Geremek, *La Potence ou la Pitié. L'Europe et les Pauvres du Moyen Âge à nos jours*, op. cit., p. 109 sqq.

autant d'avoir li uns que li autres¹⁵¹ » et, pour parvenir à ce but, ils s'unissaient avec tous ceux « qui n'avaient rien à perdre », agissant de concert dans différentes régions, ne craignant pas d'affronter les armées bien entraînées de la noblesse, malgré leur manque de compétences militaires.

S'ils furent vaincus, ce fut parce que toutes les forces du pouvoir féodal, la noblesse, l'Église et la bourgeoisie, s'unirent en dépit leurs traditionnelles divisions, motivées par leur peur commune de la rébellion prolétarienne. En fait, l'image dont nous avons héritée, celle d'une bourgeoisie perpétuellement en guerre contre la noblesse et porteuse de l'appel à l'égalité et à la démocratie sur son étendard, est une falsification. À partir de la fin du Moyen Âge, où que l'on regarde, de la Toscane à l'Angleterre et aux Pays-Bas, nous voyons la bourgeoisie déjà alliée à la noblesse dans la répression des classes inférieures¹⁵². Car la bourgeoisie percevait chez les paysans, les tisserands et cordonniers démocrates des villes un ennemi bien plus dangereux que la noblesse, un ennemi contre lequel il valait la peine pour les bourgeois de sacrifier jusqu'à leur précieuse autonomie politique. Ainsi, c'est la bourgeoisie urbaine, après deux siècles de luttes menées pour obtenir la pleine souveraineté à l'intérieur des murs de ses villes, qui rétablit le pouvoir de la noblesse, en se soumettant volontairement à l'autorité du prince, premier pas sur le chemin vers l'État absolu.

151 H. Pirenne (et al.), *Histoire du Moyen Âge*, op. cit., p. 175.

152 En Toscane, où la démocratisation de la vie politique était allée plus loin que dans toute autre région européenne, il y eut à partir de la seconde moitié du xv^e siècle une inversion de cette tendance et une restauration du pouvoir de la noblesse, favorisée par la bourgeoisie commerçante afin de mettre un frein à l'essor des classes inférieures. À partir de ce moment, une fusion organique avait eu lieu entre les familles de marchands et celles de la noblesse, réalisée au moyen de mariages et par le partage des prérogatives. Cela mit fin à cette mobilité sociale qui avait été la réussite majeure de la société urbaine et de la vie communale dans la Toscane médiévale (cf. M. Luzzati, « Famiglie nobili e famiglie mercantili a Pisa e in Toscana nel basso medioevo » in G. Duby, J. Le Goff, *Famiglia e parentela nell'Italia medievale*, Bologne, Il Mulino, 1981, p. 187, 206).

constituer un terrain de lutte entre femmes et hommes.
digènes, africaines et européennes, ainsi qu'entre femmes et hommes.

**Privatisation de la terre en Europe, création de la pénurie et
séparation entre reproduction et production**

Dès le début du capitalisme, la paupérisation de la classe ouvrière a commencé par la guerre et la privatisation de la terre. Il s'agissait d'un phénomène international. Les marchands européens avaient

exproprié la plus grande part des terres des îles Canaries au milieu du xv^e siècle et les avaient transformées en plantations sucrières. Le processus de privatisation de la terre le plus massif eut lieu en Amérique, où, au milieu du xvii^e siècle, les Espagnols s'étaient approprié un tiers des terres indigènes communes avec le système de l'*encomienda*. La chasse aux esclaves en Afrique eut aussi pour conséquence la perte de terre, qui priva de nombreuses communautés de leurs meilleurs jeunes.

En Europe, la privatisation de la terre commença à la fin du xv^e siècle, accompagnant l'expansion coloniale. Elle prit différentes formes : éviction des métayers, augmentation des rentes et hausse des taxes publiques, entraînant l'endettement et la vente des terres. Je définis tout cela comme *expropriation territoriale* même si la force ne fut pas employée, parce que la perte des terres survenait contre la volonté des individus ou des communautés et menaçait leur capacité de survie. Il faut mentionner deux formes d'expropriation territoriale : la guerre, dont la nature changea durant cette période, employée comme moyen de transformer l'organisation territoriale et économique, et la réforme religieuse.

« Avant 1494 les affrontements militaires en Europe consistaient principalement en guerres mineures caractérisées par des campagnes brèves et irrégulières²⁹. » Elles avaient souvent lieu en été pour que les paysans, qui fournissaient le gros des troupes, puissent faire leurs semailles. Les armées se faisaient face pendant de longues périodes sans beaucoup d'action. Cependant, au xvi^e siècle, les guerres se firent plus fréquentes et un nouveau type d'affrontement apparut, en partie du fait d'innovations technologiques, mais principalement parce que les États européens commencèrent à utiliser la conquête territoriale pour résoudre leurs crises économiques, et de riches financiers y investirent. Les campagnes militaires s'allongèrent. Les armées

29 A. Cunningham, O. P. Grell, *The Four Horsemen of the Apocalypse. Religion, War, Famine and Death in Reformation Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 95.

décuplèrent de taille, devenant permanentes et professionnelles³⁰. Des mercenaires étaient embauchés, sans aucun lien avec les populations locales. Le but de la guerre devint l'élimination de l'ennemi, de sorte qu'elle laissait un sillage de villages déserts, champs couverts de cadavres, famines et épidémies, à la façon des *Quatre cavaliers de l'Apocalypse* (1498) d'Albrecht Dürer³¹. Ce phénomène, dont l'impact traumatique sur les populations est présent dans de nombreuses représentations artistiques, changea le paysage agricole de l'Europe. De nombreux contrats de tenure furent aussi annulés quand

les terres de l'Église furent confisquées au cours de la Réforme protestante. Au début de celle-ci, la classe dominante commença par s'emparer massivement du foncier. En France, les classes inférieure et supérieure se trouverent d'abord unies dans le mouvement protestant par un appétit commun pour les terres de l'Église. Quand celles-ci furent mises à la vente aux enchères, à partir de 1563, les artisans et les journaliers, qui avaient réclamé l'expropriation de l'Église avec « une passion faite de rancune et d'espoir » et s'étaient mobilisés sur la promesse qu'ils recevraient eux aussi leur part, virent leurs espoirs trahis³². Les paysans aussi, qui étaient devenus protestants pour se libérer des dîmes, furent trompés. Quand ils firent valoir leurs droits, déclarant que « par l'évangile ils sont admenés à une liberté territoriale et affranchissement », ils furent violemment attaqués, qualifiés de

30 Sur les évolutions de la nature de la guerre dans l'Europe du début de l'époque moderne, cf. *ibid.*, p. 95-102; K. H. Kalmer, « Sulle guerre contadina in Austria » in P. Thea, *op. cit.* Cunningham et Grell affirment que si « dans les années 1490, une grande armée était constituée de 20 000 hommes, dans les années 1550, sa taille était double, alors que vers la fin de la guerre de Trente Ans, les grands États européens avaient des armées terrestres de près de 150 000 hommes » (A. Cunningham, O. P. Grell, *op. cit.*, p. 95).

31 La gravure d'Albrecht Dürer n'est pas la seule représentation des « Quatre Cavaliers ». Il en existe une par Lucas Cranach (1522) et une autre de Mathews Merian (1630). Les représentations de champs de bataille, figurant des masses de soldats et de civils, de villages en flammes, de rangées de pendus, thème de la peinture des xv^e et xvii^e siècles, se glissant dans toutes les représentations, même celles qui étaient principalement consacrées à des sujets religieux.

32 E. Le Roy Ladurie, *Les Paysans de Languedoc*, Paris, Flammarion, 1969, p. 201-205.

fauteurs de troubles³³. En Angleterre aussi, bien des terres changèrent de mains au nom de la réforme religieuse. W. S. Hoskin la décrit comme « le plus grand transfert de terres dans l'histoire anglaise depuis la conquête normande », ou, plus succinctement, comme « Le Grand Pillage³⁴ ». En Angleterre, la privatisation de la terre fut cependant réalisée principalement par le biais des enclosures, un

33 *Ibid.*, p. 224. Ce déroulement montre les deux facettes de la Réforme : l'une populairiste et l'autre élitiste, qui, très rapidement, se retrouvèrent opposées. Alors que la tendance conservatrice de la Réforme soulignait les vertus du travail et de l'accumulation de richesse, la tendance populairiste revendiquait une société obéissant à une égalité provenant de « l'amour divin » et la solidarité communale. Sur les aspects de classe de la Réforme, cf. H. Heller, *The Conquest of Poverty: The Calvinist Revolt in Sixteenth Century France*, Leyde, E. J. Brill, 1986 et R. Po-Chia Hsia, *op. cit.*

34 Cf. W. G. Hoskins, *The Age of Plunder. The England of Henry VIII, 1500-1547*, Londres, Longman, 1976, p. 121-123. En Angleterre, l'Église avant la Réforme possédait 26 % des terres du pays. De ces terres, Henry VIII vendit 60 % (*ibid.*, p. 121-123). Ceux qui tirèrent le plus de profit de la confiscation et qui étaient le plus désireux d'enclorre les terres nouvellement acquises ne faisaient pas partie de la vieille noblesse, ne dépendaient pas des communaux pour leur survie, mais étaient la petite noblesse (la gentry) et les « hommes nouveaux », en particulier les juristes et les marchands, qui prêtaient leur visage à la cupidité dans l'esprit des paysans (cf. J. Cornwall, *Revolt of the Peasantry 1549*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1977, p. 22-28). C'étaient contre ces « hommes nouveaux » que les paysans étaient enclins à laisser aller leur colère. Un bon aperçu des gagnants et des perdants dans le grand transfert des terres engendré par la Réforme anglaise est la Table 15 dans l'ouvrage de Kriedte (P. Kriedte, *op. cit.*, p. 60), qui nous montre que 20 à 25 % de la terre perdue par l'Église furent acquis par la gentry.

Répartition de la terre par groupe social en Angleterre et au Pays de Galles :

	1436 *	1690
Grands propriétaires	15-20	15-20
Gentry	25	45-50
Franc-tenanciers/ <i>freeholders</i>	20	25-33
Église et royaume	25-33	5-10

[* à l'exclusion du Pays de Galles] Sur les conséquences de la Réforme en Angleterre sur la tenure de la terre, cf. aussi Christopher Hill, qui écrit : « Il n'est pas nécessaire d'idéaliser les abbayes en propriétaires indulgents pour pouvoir ajouter foi aux allégations d'époque, affirmant que les nouveaux propriétaires racourciraient les haux, augmenteraient les rentes et expulsèrent les métayers... "Ne savez-vous point", déclarait John Palmer à une groupe de franc-tenanciers qu'il expulsait, "que c'est la grâce du roi qui fait fermer toutes les demeures des moines, frères et nonnes, et qu'en conséquence c'est à nous maintenant, gentilshommes, de démolir les maisons de pauvres coquins tels que vous ?" » (C. Hill, *Puritanism and Revolution. The English Revolution of the 17th Century*, New York, Schocken Books, 1958, p. 41.)

phénomène qui a fini par être tellement associé à l'expropriation des travailleurs de leur « richesse commune » que, de nos jours, il est employé par les anticapitalistes pour désigner chaque ataque sur les acquis sociaux³⁵.

Au XVII^e siècle, « enclosure » était un terme technique, indiquant un ensemble de stratégies que les seigneurs anglais et les riches fermiers utilisèrent afin d'éliminer la propriété foncière communale et étendre leurs possessions³⁶. Il faisait principalement référence à l'abandon du système d'*openfield*, un arrangement par lequel les villageois détenaient des bandes de terrain non contiguës dans un champ non clôturé. L'enclosure comprenait aussi la division des communaux par des clôtures et la démolition des baraquas des pauvres paysans qui ne

35 Cf. *Midnight Notes*, 1990 ; cf. aussi *The Ecologist*, 1993 et le débat en cours sur les enclosures et les communaux dans *The Commoner*, en particulier le numéro 2 (septembre 2001) et le numéro 3 (janvier 2002).

36 En premier lieu, « enclosure » signifiait « entourer un terrain avec des clôtures, des fossés ou autres obstacles au libre passage des hommes et des animaux, la clôture étant la marque de la possession exclusive et de l'occupation de la terre. Donc, par enclosure, l'utilisation collective de la terre, s'accompagnant généralement d'un certain niveau de possession communale de la terre, était abolie, supplantée par la possession individuelle et l'occupation séparée. » (G. Slater, *The English Peasantry and the Enclosure of the Common Fields* (1907), New York, Augustus M. Kelly, 1968, p. 1-2.) Il existait toute une variété de façons d'abolir l'utilisation collective de la terre aux XV^e et XVI^e siècles. Les moyens légaux étaient : (a) l'achat par une personne de toutes les propriétés et des droits communaux afférents ; (b) la promulgation par le roi d'un permis spécial d'enclorre, ou le vote d'une acte d'enclosure par le Parlement ; (c) un accord entre les propriétaires et les métayers, concrétisé sous la forme d'un arrêt de la cour de la Chancellerie ; (d) la réalisation d'enclosures partielles par les seigneurs des terres non employées, selon les clauses du Statut de Merton (1235) et de celui de Westminster (1285). Roger Manning fait cependant remarquer que ces « méthodes légales [...] dissimulaient souvent l'emploi de la force, la fraude et l'intimidation contre les métayers » (R. B. Manning, *Village Revolts. Social Protest and Popular Disturbances in England 1509-1640*, Oxford, Clarendon Press, 1988, p. 25). E. D. Fryde dit aussi que le « harcèlement prolongé de métayers, associé à des menaces d'expulsion à la moindre opportunité légale » et la violence physique étaient employés pour réaliser des expulsions en masse « en particulier durant les années d'agitation 1450-1485 [la guerre des Deux-Roses] » (E. B. Fryde, *Peasants and Landlords in Later Medieval England*, New York, St. Martin's Press, 1996, p. 186). Dans son *Utopie*, Thomas More exprime l'angoisse et la désolation que ces expulsions de masse engendrèrent quand il parlait des moutons qui étaient devenus de si grands dévoreurs et si sauvages qu'« ils pouvaient manger et avaler jusqu'aux hommes eux-mêmes », « Des moutons », ajoutait-il, qui « consomment, détruisent et dévorent des champs entiers, des maisons et des villes. »

possédaient pas de terre mais qui pouvaient survivre en ayant accès aux droits coutumiers³⁷. De vastes étendues de terre furent aussi détruites, pour servir de pâture.

Alors que les enclosures se poursuivirent jusqu'au XVIII^e siècle³⁸, même avant la Réforme, plus de deux mille communautés rurales avaient été détruites de la sorte³⁹. La disparition des villages était si importante que la couronne diligenta une enquête en 1518 et à nouveau en 1548. Mais en dépit de la nomination de plusieurs commissions royales, on entreprit peu de choses pour mettre un frein à cette tendance. Au lieu de quoi débuta une intense lutte, culminant en un certain nombre de soulèvements, accompagnée d'un long débat sur les mérites et défauts de la privatisation de la terre qui se poursuit encore aujourd'hui, débarrelancé par l'attaque de la Banque mondiale contre les derniers communaux planétaires.

Pour le dire vite, l'argument avancé par les « modernisateurs », quelle que soit leur perspective politique, est que les enclosures renforcent l'efficacité de l'agriculture et que la fragmentation qu'elles génèrent est compensée par une hausse significative de la productivité agricole. L'argument est que la terre était appauvrie et que, filtrée restée aux mains des pauvres, elle aurait fini par cesser de produire (anticipant « la tragédie des communaux » de Garret Hardin), alors que passant aux mains des riches, elle était mise au repos. L'idée est que, associées à l'innovation agricole, les enclosures rendirent la terre plus productive, conduisant à l'accroissement de l'offre alimentaire. Ceux qui se placent dans cette perspective rejettent la tenure communale de la terre comme une « nostalgie du passé ». Ils tiennent

la communalisme agricole pour rétrograde et inefficace et ses défenseurs coupables d'un attachement injustifié à la tradition⁴⁰.

Mais de tels arguments ne tiennent pas. La privatisation de la terre et la marchandisation de l'agriculture n'ont pas augmenté l'offre alimentaire disponible à tout un chacun, bien que davantage de nourriture ait été mise sur le marché et envoyée à l'exportation. Pour les travailleurs, cela signifiait la famine pour les deux siècles à venir, tout comme aujourd'hui, même dans les zones les plus fertiles d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, la malnutrition est endémique du fait de la destruction de l'emploi communal de la terre et de la politique « exporter ou pétri » imposée par les programmes d'ajustements structurels de la Banque mondiale. L'introduction de nouvelles techniques agricoles en Angleterre ne compensa pas davantage cette perte. Au contraire, le développement du capitalisme agraire « allait main dans

37 Dans *The Invention of Capitalism* (2000), Michael Perelman a souligné l'importance des « droits coutumiers » (par exemple, le droit de chasse), en remarquant comment ils étaient bien souvent d'une importance vitale, pouvant faire la différence entre survie et déchéance totale (M. Perelman, *op. cit.*, p. 38 sqq.).
38 Cf. J. M. Neeson, *op. cit.*
39 Cf. E. B. Fryde, *op. cit.*, p. 185.
40 La défense des enclosures sous couvert de « modernisation » est une idée ancienne, mais elle a connu un regain d'intérêt avec le néolibéralisme. Son principal défenseur a été la Banque mondiale, qui a souvent exigé des gouvernements africains, asiatiques, sud-américains et océaniques de privatiser les terres communales pour pouvoir recevoir les prêts (cf. *L'Afrique subsaharienne. De la crise à une croissance durable. Étude de prospective à long terme*, Banque mondiale, 1989). On peut lire chez Harriet Bradley (H. Bradley, *The Enclosures in England. An Economic Reconstruction* (1918), New York, AMS Press, 1968) une défense classique en faveur des gains de productivité provenant de l'enclosure. Les publications universitaires les plus récentes ont choisi une approche plus impartiale opposant les pertes et les gains, tels les travaux de Gordon E. Mingay (G. E. Mingay, *Parliamentary Enclosures in England. An Introduction to Its Causes, Incidence and Impact. 1750-1850*, Londres, Longman, 1997) et Robert S. Duplessis (R. S. Duplessis, *Transitions to Capitalism in Early Modern Europe, Cambridge*, Cambridge University Press, 1997, p. 65-70). La bataille à propos des enclosures a dorénavant franchi les frontières entre les disciplines et suscite aussi des débats parmi les chercheurs en littérature. Le livre sous la direction de Richard Burt et John Michael Archer, *Enclosure Acts. Sexuality, Property and Culture in Early Modern England* (Ithaca [NY], Cornell University Press, 1994) est un exemple d'une telle transversalité, en particulier les essais de William C. Carroll, « Landlord not King. Agrarian Change and Interarticulation. Sediton in the Tudor-Stuart Period », William C. Carroll expose la défense et exalte des enclosures et la critique des communaux par les porte-parole de ceux qui réalisaient les enclosures durant la période Tudor. À en croire leur discours, les enclosures incitaient à l'initiative privée, qui à son tour augmentait la productivité agricole, alors que les communaux étaient les « viviers et les tanières des voleurs, malandrins et mendians » (W. C. Carroll, « The Nursery of Beggary. Enclosure; Vagrancy; and Sediton in the Tudor-Stuart Period » in *ibid.*, p. 37-38).

la main » avec la paupérisation de la population rurale⁴¹. Qu'à peine un siècle après l'émergence du capitalisme agraire, soixante villes européennes aient institué une forme d'assistanat social ou s'y préparaient, et que le vagabondage soit devenu un problème international, témoignent de la misère engendrée par la privatisation des terres⁴². L'augmentation de la population a pu y contribuer, mais il ne faut pas surestimer son importance, et l'envisager dans un temps limité. À la fin du XVI^e siècle, la population stagnait ou déclinait presque partout en Europe et à ce moment-là, les travailleurs ne bénéficièrent nullement de ce changement.

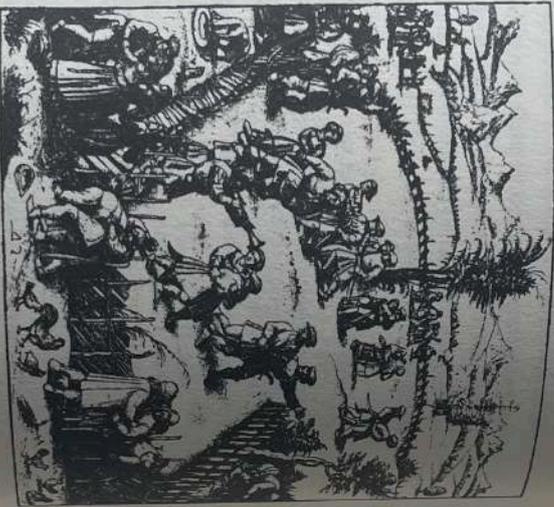
L'efficiencia du système d'*openfield* en agriculture est aussi mal interprétée. Des historiens néolibéraux l'ont décrit comme une source de gaspillage, mais même un partisan de la privatisation terrienne comme Jan de Vries admet que l'utilisation communale des terres agricoles avait de nombreux avantages. Il protégeait les paysans de mauvaises moissons, de fait de la variété de parcelles auxquels une famille avait accès, permettait aussi une gestion du temps de travail (parce que chaque parcelle nécessitait d'être entretenue à un moment différent) et elle incitait à un mode de vie démocratique, reposant sur l'autogestion et l'autonomie, dans la mesure où toutes les décisions (quand planter, quand récolter, quand assécher les marais, combien d'animaux sont admis sur les communaux) étaient prises par des assemblées paysannes⁴³.

Il en va de même pour les communaux. Décrits par la littérature du XVI^e siècle comme source de paresse et de désordre, les communaux étaient essentiels pour la reproduction de nombreux petits fermiers ou métayers qui survivaient uniquement grâce à l'accès à des prairies où faire paître leurs vaches, ou à des forêts dans lesquelles ils pouvaient ramasser du bois, des baies et des herbes, ou à des carrières, des étangs de pêche, et des espaces ouverts où se rencontrer. Outre

41 C. Lis, H. Solj, *Poverty and Capitalism in Pre-Industrial Europe*, Atlantic Highlands (NJ), Humanities Press, 1979, p. 102.

42 *Ibid.*, p. 87.

43 Cf. J. De Vries, *The Economy of Europe in an Age of Crisis. 1660-1750*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976, p. 42-43 ; W. G. Hoskins, *op. cit.*, p. 11-12.



⌘ Jacques Callot, *Les Grandes Misères de la guerre* (1633), gravure. Les hommes pendus par les autorités militaires étaient d'anciens soldats devenus brigands. Les soldats démobilisés formaient une large part des vagabonds et des mendiants qui sillonnaient les routes de l'Europe du XVII^e siècle.

⌘ Fête rurale. Toutes les festivités, les jeux et les rassemblements de la communauté paysanne avaient lieu sur les communaux.

Gravure du XVI^e siècle par Daniel Hopfer.

l'effet incitatif sur la prise de décision collective et la coopération dans le travail, les communaux étaient le fondement matériel sur lequel pouvait se développer une solidarité et une socialité paysanne. Toutes les festivités, les jeux et les rassemblements de la communauté paysanne se tenaient sur les communaux⁴⁴. Leur fonction sociale était particulièrement importante pour les femmes qui, détenant moins de terres et possédant socialement moins de pouvoir, dépendaient davantage des communaux pour leur subsistance, leur autonomie et leur socialité. En paraphrasant le propos d'Alice Clark sur l'importance des marchés pour les femmes dans l'Europe précapitaliste, nous pouvons dire que les communaux étaient aussi le centre de la vie sociale pour les femmes, l'endroit où elles se rassemblaient, échangeaient des nouvelles, prenaient des conseils, et la pouvait s'élaborer un point de vue féminin sur les événements communaux, indépendamment de celui des hommes⁴⁵.

Ce réseau de rapports de coopération, que R. D. Tawney a décrit comme le « communisme primitif » du village féodal, s'effondra lorsque le système d'*openfield* fut aboli et que les terres communales furent clôturées⁴⁶. Non seulement la coopération du travail agricole disparut quand la terre fut privatisée et que des contrats de travail individuels se substituèrent aux accords collectifs, mais les différences économiques au sein de la population rurale s'accrourent. Il y eut de plus en plus de squatters pauvres, ne possédant guère plus qu'un grabat et une vache et n'ayant d'autre choix que d'aller, « genou fléchi

44 Les communaux accueillèrent les festivités populaires ainsi que d'autres activités collectives, comme les sports, les jeux et les réunions. Quand ils furent délimités par des clôtures, la socialité propre à la communauté villageoise fut grandement bousculée. Parmi les rituels qui prirent fin, la « procession des Rogations », une procession annuelle dans les champs qui visait à bénir les récoltes futures, et qui fut rendue impossible par la délimitation des champs (cf. D. E. Underdown, *Revel, Riot and Rebellion. Popular Politics and Culture in England, 1603-1660*, Oxford, Clarendon Press, 1985, p. 81).

45 Cf. A. Clark, *The Working Life of Women in 17th Century England* (1919), Londres, Frank Cass and Co., 1968, p. 51.

46 Cf. R. D. Tawney, *The Agrarian Problem in the Sixteenth Century*, New York, Harcourt Brace, 1967.

et coiffe à la main », mendier un emploi⁴⁷. La cohésion sociale vola en éclats⁴⁸, des familles se désintégrérent, les jeunes quittaient le village pour aller rejoindre le nombre croissant de vagabonds ou de travailleurs itinérants, qui devaient bientôt constituer le problème social de l'époque, alors que les plus âgés étaient livrés à eux-mêmes. Les femmes âgées étaient particulièrement désavantagées : ne disposant plus du soutien de leurs enfants, elles rejoignaient les rangs des indigents ou survivaient en empruntant, en chapardant et en retardant les échéances de paiement. Il en résulta une paysannerie polarisée les échecs de paiement par l'aggravation des inégalités économiques, mais aussi par un tissu de haines et de ressentiments bien consigné dans les procès-verbaux de la chasse aux sorcières. On voit que derrière de nombreuses accusations se jouaient des querelles relatives aux demandes d'assistance, au droit de passage des animaux ou aux rentes impayées⁴⁹.

Les enclosures mettaient aussi en péril la situation économique des artisans. De la même façon que les multinationales tirent profit de l'expropriation des paysans de leurs terres par la Banque mondiale pour bâtir des « zones de libre exportation », où les marchandises sont produites à moindre coût, les capitalistes marchands des XVI^e et XVII^e siècles tirèrent profit de la main-d'œuvre bon marché qui avait été libérée dans les zones rurales pour briser la puissance des guildes urbaines et détruire l'indépendance des artisans. Ce fut particulièrement vrai dans l'industrie textile : elle fut réorganisée dans les fermes sous forme d'industrie artisanale sur la base du système de *putting-out*, l'ancêtre de l'actuelle « économie informelle », reposant aussi sur

47 W. Secombe, *A Millennium of Family Change. Feudalism to Capitalism in Northwestern Europe*, Londres, Verso, 1992.

48 Sur l'effondrement de la cohésion sociale, cf., entre autres, D. Underdown, (1985), en particulier le chapitre III, qui aborde aussi les efforts de la noblesse ancienne pour se distinguer des nouveaux riches.

49 Cf. P. Kriedte, *op. cit.*, p. 55 ; R. Briggs, *Witches and Neighbours. The Social and Cultural Context of European Witchcraft*, Londres, Penguin, 1998, p. 289-316.

le travail des femmes et des enfants⁵⁰. Les travailleurs du textile ne furent pas les seuls qui subirent une baisse du prix de leur travail. Des qu'ils furent privés de l'accès à la terre, tous les travailleurs furent placés dans une dépendance inconnue de l'époque du Moyen Âge, leur condition de sans-terre conférant aux employeurs le pouvoir d'abaisser leur paye et d'allonger la journée de travail. Dans les zones protestantes, cela se fit sous couvert de réforme religieuse, qui doubla le temps de travail annuel en éliminant les jours fériés.

Il n'est pas étonnant qu'avec l'expropriation terrienne l'attitude des travailleurs vis-à-vis du salaire ait évolué. Alors qu'au Moyen Âge le salaire pouvait être envisagé comme un instrument de liberté (au contraire des services en travail obligatoires), dès que disparut l'accès à la terre, le salaire commença à être perçu comme un instrument d'asservissement⁵¹.

Les travailleurs ressentaient une telle haine pour le salaire que Gerrard Winstanley, le leader des Diggers, déclara qu'il ne faisait

50 L'industrie artisanale [le système de *putting-out*] était un prolongement de l'industrie rurale du manoir, réorganisée par les marchands capitalistes afin de tirer profit de la masse de travail libérée par les enclosures. Avec cette évolution, les marchands cherchaient à juguler les salaires élevés et le pouvoir des guildes citadines. C'est ainsi que le système de *putting-out* vit le jour, un système par lequel les marchands capitalistes distribuaient du coton ou de la laine à des familles rurales, pour filer ou tisser, et souvent aussi les outils, et récupéraient ensuite le produit fini. L'importance du système de *putting-out* et du travail des fermes pour le développement de l'industrie britannique peut se comprendre quand on sait que toute l'industrie textile, le secteur le plus important de cette première phase du développement capitaliste, était organisée de la sorte. L'industrie artisanale présentait deux avantages principaux pour les employeurs : elle éloignait le danger des « coalitions » et elle abaissait le coût du travail, dans la mesure où son organisation, reposant sur le foyer, fournissait aux travailleurs des services domestiques gratuits et la coopération de leurs enfants et de leur épouse, qui étaient traités comme des adjuvants et recevaient, en tant qu'« auxiliaires », des salaires inférieurs.

51 Cf. C. Hill, *Change and Continuity in 17th Century England*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 1975, p. 181 sqq. Le salariat était tellement identifié à de l'esclavage que les niveleurs excluaient les travailleurs salariés de leurs votes, considérant qu'ils n'étaient pas assez indépendants de leurs employeurs pour pouvoir y participer. « Pourquoi une personne libre devrait-elle se transformer en esclave ? », demande le renard, un personnage de *Mother Hubbard's Tale* (1591) d'Edmund Spenser. Gerrard Winstanley, lui aussi, alors leader des Diggers, déclara qu'il ne faisait pas de distinction entre celui qui était soumis à son ennemi ou à son frère, dès lors que celui-ci travaillait pour un salaire.

aucune différence entre celui qui vivait sous la coupe de l'ennemi et celui qui vivait sous celle de son frère, dès lors qu'il travaillait pour un salaire. Cela explique l'augmentation, à la suite des enclosures (en prenant le terme dans son acception la plus large, regroupant toutes les formes de privatisation de la terre), du nombre de « vagabonds » et d'hommes « sans maître », qui, au travail salarié, préféraient prendre la route et risquer l'asservissement ou la mort, comme le prescrivaient les lois « sanglantes » promulguées pour les punir⁵². Cela explique aussi la lutte acharnée que menèrent les paysans pour défendre leurs terres de l'expropriation, même les plus petites d'entre elles.

En Angleterre, des luttes contre les enclosures éclatèrent dès la fin du xv^e siècle et se poursuivirent aux xvi^e et xvii^e siècles, quand la mise à bas des clôtures devint « la forme la plus commune de contestation sociale » et le symbole du conflit de classe⁵³. Des émeutes contre les enclosures tournaient souvent en soulèvements de masse. Le plus connu fut la rébellion de Kett, tirant son nom de son leader, Robert Kett, qui eut lieu à Norfolk en 1549. Il ne s'est pas agi d'une petite affaire nocturne. À son apogée, les rebelles étaient seize mille, disposaient d'une artillerie, mirent en déroute une armée gouvernementale de douze mille hommes et s'emparèrent même de Norwich, qui était alors la deuxième plus grande ville d'Angleterre⁵⁴. Ils ébauchèrent

52 Cf. D. Herzog, *Happy Slaves. A Critique of Consent Theory*, Chicago, University of Chicago, 1989, p. 45-52. La littérature sur les vagabonds est vaste. Parmi les principaux travaux sur le sujet, citons A. Beiler, « Vagrants and the Social Order in Elizabethan England » in *Past and Present*, n° 64, août 1974, p. 3-29 et R. B. Manning, *op. cit.*, p. 311.

53 Cf. A. Fletcher, *Tudor Rebellions*, Londres, Longman, 1973, p. 64-77 ; J. Cornwall, *op. cit.*, p. 137-241 ; B. L. Beer, *Rebellion and Riot. Popular Disorder in England During the Reign of Edward VI*, Kent (OH), The Kent State University Press, 1982, p. 82-139. Au début du xvi^e siècle, de nombreuses révoltes impliquaient des membres inférieurs de la gentry, qui instrumentalisaient la haine populaire pour les enclosures, la concentration foncière, la conversion des terres en réserves de chasse afin de régler leurs différends avec ceux qui leur étaient supérieurs. Mais, après 1549, « l'empirisme de la gentry dans les conflits étaient plus enclins à prendre l'initiative pour diriger les contestations agricoles » (R. B. Manning, *op. cit.*, p. 312). Manning décrit la victime typique de la révolte contre les enclosures sous les traits de « l'étranger » : « Des marchands cherchant à s'acheter une place au sein des gentilshommes propriétaires étaient

aussi un programme qui, s'il avait été réalisé, aurait tenu en échec l'avance du capitalisme agraire et éliminé toutes les survivances du pouvoir féodal dans le pays. Il consistait en vingt-neuf revendications que Kett, fermier et tanneur, avait présenté au Lord Protecteur. La première était : « dorénavant nul homme ne doit plus clôturer ». D'autres articles exigeaient que les rentes soient ramenées aux taux qui étaient en vigueur soixante-cinq ans auparavant, que « tous les *freeholders* et *copyholders* [tenanciers] peuvent jouir de tous les communaux », et que « tous les serfs peuvent être affranchis, parce que Dieu nous a tous fait libres en versant son sang⁵⁵ ». Ces revendications furent mises en pratique. À travers tout Norfolk, des clôtures furent déplantées et c'est seulement après l'attaque d'une autre armée gouvernementale que les rebelles s'arrêtèrent. 3 500 furent mis à mort dans le massacre qui s'ensuivit. Des centaines d'autres furent blessés. Kett et son frère William furent pendus devant les murailles de Norwich.

Les luttes contre les enclosures se poursuivirent pourtant dans la période jacobéenne avec une participation sensiblement accrue de femmes⁵⁶. Durant le règne de Jacques I^{er}, environ 10% des émeutes comprenaient des femmes parmi les rebelles. Certaines étaient uniquement féminines. En 1607, par exemple, 37 femmes, sous la conduite d'une « capitaine Dorothy », attaquèrent des mineurs de charbon qui travaillaient sur ce que les femmes affirmaient être les communaux du village à Thorpe Moor (Yorkshire). Quarante femmes allèrent « mettre à bas les barrières et les clôtures » d'une enclosure de Waddingham (Lincolnshire) en 1608. En 1609, dans un manoir de Dunchurch (Warwickshire) « quinze femmes, comprenant des épouses, des veuves, des vieilles filles, des filles sans époux et des servantes, résolurent de se réunir la nuit pour déterrer les clôtures et

particulièrement vulnérables aux révoltes liées aux enclosures, comme l'étaient les fermiers détenteurs d'un bail. Nouveaux propriétaires et fermiers furent victimes de telles révoltes dans 24 des 75 cas jugés par la Chambre étoilée. Dans une catégorie comparable, on dénombre six gentilshommes absentsistes. » (*Ibid.*, p. 50.)

55 A. Fletcher, *op. cit.*, p. 142-144.

56 Cf. R. B. Manning, *op. cit.*, p. 96-97, 114-116, 281 ; S. Mendelsohn, P. Crawford, *Women in Early Modern England, 1550-1720*, Oxford, Clarendon Press, 1998.

combler les fossés⁵⁷ ». De nouveau à York, en mai 1624, des femmes détruisirent une enclosure et furent jetées en prison pour cette raison - on affirma qu'elles avaient « consommé du tabac et de la bière après leur forfait⁵⁸ ». Puis en 1641, une foule, composée principalement de femmes secondées par des garçons, envahit un marécage clôturé à Buckden⁵⁹. Et il ne s'agit là que de quelques exemples d'une confrontation dans laquelle des femmes, faux et fourches à la main, résistèrent aux clôtures des terres ou au drainage des marécages quand leur mode de vie était menacé.

On a attribué cette forte présence féminine à l'idée, communément admise à l'époque, que les femmes étaient au-dessus de la loi, agissant légalement « sous le couvert » de leurs maris. Des hommes, dit-on, s'habillaient même en femmes pour aller retirer les clôtures. Mais il ne faut pas trop apporter de crédit à cette explication. Le gouvernement élimina en effet rapidement ce privilège et commença à arrêter et à emprisonner des femmes impliquées dans les émeutes contre les enclosures⁶⁰. En outre, il ne faudrait pas penser que la résistance à l'expropriation ne représenterait pas un enjeu propre aux femmes. C'était tout le contraire.

Comme pour la commutation, les femmes étaient celles qui souffraient le plus quand la terre était perdue et que la communauté villageoise s'effondrait. Il était plus difficile pour elles de se faire vagabondes ou travailleuses migrantes, dans la mesure où une existence nomade les exposait à la violence masculine, en particulier dans une période où la misogynie allait croissant. Les femmes étaient aussi

57 R. B. Manning, *op. cit.*, p. 97.

58 A. Fraser, *The Wrecker Vessel*, New York, Alfred Knopf, 1994, p. 225-226.

59 *Ibid.*

60 La présence croissante des femmes dans les révoltes contre les enclosures fut influencée par la croyance populaire que les femmes étaient « hors-loi » et pouvaient abattre des clôtures en toute impunité (cf. S. Mendelsohn, P. Crawford, Henry VII) fit tout son possible pour dissiper cette idée. En 1605, un an après la loi sur la sorcellerie de Jacques I^{er}, elle statua que, « si des femmes commettent infraction en pénétrant sur des terres, se révoltent ou se livrent à quelque méfait et qu'une action soit menée contre elles et leurs maris, ceux-ci devront payer amendes et dommages, nonobstant la connaissance par les maris de l'entée illégale ou de l'infraction » (R. B. Manning, *op. cit.*, p. 50).

rendues moins mobiles par les grossesses et l'entretien des enfants, un facteur négligé par les chercheurs qui considéraient que fuir la servitude (par la migration ou d'autres formes de nomadisme) était la forme par excellence de lutte. Les femmes ne pouvaient pas non plus devenir des soldats de fortune, bien que certaines aient intégré des armées comme cuisinières, lavuses, prostituées et comme épouses⁶¹. Au xvii^e siècle, elles cessèrent de disposer de cette option, quand les armées se firent plus strictes et que les hordes de femmes qui les suivaient furent chassées des champs de bataille⁶².

Les femmes furent aussi plus touchées par les enclosures : aussi-tôt que la terre fut privatisée et que les rapports monétaires commencent à dominer la vie économique, elles eurent plus de difficultés que les hommes à subvenir à leurs besoins, étant progressivement confinées au travail reproductif, au moment même où ce travail était complètement dévalorisé. Comme nous le verrons, ce phénomène, qui a accompagné chaque passage d'une économie de la survie à une économie de l'argent, dans chacune des phases du développement capitaliste, a de multiples facteurs. Il est clair, cependant, que la marchandisation de la vie économique en a fourni les conditions matérielles.

Avec la disparition de l'économie de subsistance qui prédominait dans l'Europe précapitaliste, l'unité entre production et reproduction, typique de toutes les sociétés reposant sur une production pour l'usage, prit fin. Ces activités portèrent dès lors des rapports sociaux différents et furent sexuellement différenciées. Dans le nouveau régime monétaire, seule la production pour le marché était définie comme activité créatrice de valeur, alors que la reproduction du travailleur commençait à être perçue comme étant sans valeur d'un point de vue économique et même cessait d'être prise comme un travail. Le travail reproductif continuait à être payé, quoiqu'aux prix les plus bas, quand il était accompli pour la classe dirigeante ou en dehors du foyer. Mais l'importance économique de la reproduction de la force



Intitulée *Femmes et Fripons*, cette gravure de Hans Sebald Beham (env. 1530) montre la masse de femmes qui suivaient les armées jusque dans le champ de bataille. Les femmes, comprenant des épouses et des prostituées, s'occupaient de la reproduction des soldats. On notera qu'une femme est muselée.

61

Sur ce sujet, cf. entre autres M. Mies, *op. cit.*

62

Cf. P. Kriedte, *op. cit.*, p. 55.

de travail effectuée dans le foyer et sa fonction dans l'accumulation du capital devint invisible, mythifiée comme aspiration naturelle et qualifiée de « travail de femme ». En outre, les femmes furent exclues de nombreux emplois salariés et, quand elles travaillaient pour un salaire, elles gagnaient une misère en regard du salaire moyen masculin.

Ces bouleversements historiques, qui culminèrent au XIX^e siècle avec l'introduction de la femme au foyer à plein temps, redéfinirent la position des femmes dans la société et vis-à-vis des hommes. La division sexuelle du travail qui en résulta assigna non seulement les femmes au travail reproductif, mais accrut leur dépendance par rapport aux hommes, permettant aux employeurs et à l'État d'utiliser le salaire masculin comme un moyen de maîtriser le travail des femmes. Ainsi, la séparation entre la production de marchandises et la reproduction de la force de travail rendit aussi possible le développement d'un usage spécifiquement capitaliste du salaire et des marchés comme moyen d'accumulation de travail non payé.

Plus important encore, la séparation entre production et reproduction engendra une classe de femmes prolétaires qui étaient aussi dépossédées que les hommes, mais qui, au contraire de leurs homologues masculins, dans une société qui devenait de plus en plus monétarisée, n'avaient quasiment pas accès au salaire et se trouvaient donc réduites à une condition de pauvreté chronique, de dépendance économique et, comme travailleuses, d'invisibilité.

Comme nous le verrons, la dévalorisation et la féminisation du travail reproductif fut aussi désastreuse pour les travailleurs mâles, parce que la dévalorisation du travail reproductif dévalorisait inéluctablement son produit : la force de travail. Mais il est indubitable que dans la « transition du féodalisme au capitalisme » les femmes ont subi un processus unique d'avilissement social qui était fondamental pour l'accumulation du capital et qui est demeuré tel depuis lors.

On ne peut pas non plus dire, au vu de ces développements, que la séparation du travailleur d'avec la terre et l'émergence d'une économie monétaire réalisèrent les objectifs de la lutte que les serfs médiévaux avaient menée pour s'émanciper du servage. Ce ne furent pas les travailleurs, hommes ou femmes, qui furent libérés par la

privatisation de la terre. Ce qui fut « libéré » fut le capital, puisque la terre était alors « libre » de fonctionner comme moyen d'accumulation et d'exploitation, et non plus comme moyen de subsistance. Libérés et d'exploitables, qui pouvaient alors se décharger sur les travailleurs les propriétaires, qui couvraient de leur reproduction, en leur donnant accès à certains moyens de subsistance uniquement lorsqu'ils occupaient directement un emploi. Lorsqu'il n'y avait pas de travail disponible, ou qu'il n'était pas suffisamment profitable, comme au cours des crises commerciales ou agricoles, les travailleurs pouvaient au contraire être mis à la porte et abandonnés à la famine.

La séparation des travailleurs d'avec leurs moyens de subsistance, ainsi que leur dépendance nouvelle vis-à-vis des rapports monétaires, impliquaient aussi que le salaire réel puisse dorénavant être diminué et le travail des femmes encore davantage dévalorisé par rapport à celui des hommes par le biais de la manipulation monétaire. C'est ainsi que les prix des matières premières, qui étaient restés stables pendant deux siècles, commencèrent à augmenter dès que la terre fut privatisée.⁶³

63

En 1600, les salaires réels en Espagne avaient perdu 30% de leur pouvoir d'achat par rapport à 1511 (cf. E. J. Hamilton, *American Treasure and the Price Revolution in Spain, 1501-1650*, New York, Octagon Books, 1965, p. 280). Sur la révolution des prix, cf. en particulier le travail dorénavant classique d'Earl J. Hamilton, *American Treasure and the Price Revolution in Spain 1501-1650* (1965), qui examine l'impact des réserves d'or en provenance d'Amérique sur cette dernière ; *The Great Wave. Price Revolutions and the Rhythms of History* (1996) de David Hackett Fischer, qui passe en revue les hausses de prix depuis le Moyen Âge à nos jours, en particulier le chapitre II (p. 66-113) ; l'ouvrage sous la direction de Peter Ramsey, *The Price Revolution in Sixteenth Century England* (1971).

dicaps que représentaient l'enlèvement et l'éducation des enfants.

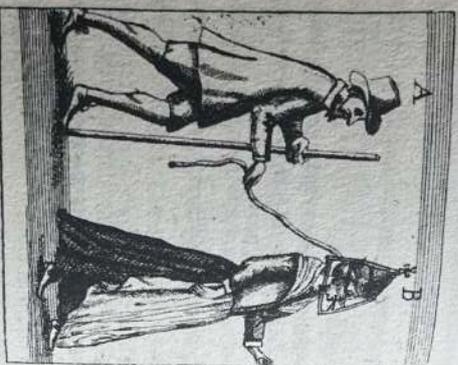
La colonisation, la mondialisation et les femmes

Alors que la réplique à la crise de population en Europe fut l'assignation des femmes à la reproduction, dans l'Amérique coloniale, où la colonisation détruisit 95 % de la population autochtone, la réponse fut la traite, qui apporta une immense main-d'œuvre à la classe dominante européenne.

Dès le ^{xvi} siècle, près d'un million d'esclaves africains et de travailleurs indigènes produisaient de la plus-value pour l'Espagne dans l'Amérique coloniale, à un taux d'exploitation bien supérieur à celui des travailleurs d'Europe, et contribuaient à des secteurs de

↳ Une mégère est exhibée dans la communauté portant la « bride », un objet métallique servant à punir les femmes à la langue bien pendue. Il est remarquable qu'un tel instrument ait été employé par les marchands d'esclaves européens en Afrique pour soumettre leurs captifs et les amener sur leurs navires.

↳ Frontispice de *The Parliament of Women* (1646), un ouvrage typique de la satire contre les femmes, prédominant dans la littérature anglaise durant la Première Révolution anglaise.



THE
Parliament of Women.
230
With the merrie Lawes by them newly
Enacted. To lre in more Ease, Pompe, Pride,
and wantonnesse: but especially that they might have full
Power to give their husbands, which a new way
found out by them in France, Italy, Cathay, and
from both parties may receive full credit
and honour. &c.



London, Printed by W. Baggot and are to be sold by James in
St. Pauls Church-yard in Great-Britain. 1646.

l'économie européenne qui prenaient une évolution capitaliste¹⁵³. En 1600, le Brésil à lui seul exportait en sucre le double de la valeur de toute la laine exportée par l'Angleterre la même année¹⁵⁴. Le taux d'accumulation était si élevé dans les plantations de sucre brésiliennes qu'elles doubleraient leur capacité tous les deux ans. L'or et l'argent jouèrent aussi un rôle essentiel dans la solution à la crise capitaliste. L'or importé du Brésil réactiva le commerce et l'industrie en Europe¹⁵⁵. En 1640, plus de dix-sept mille tonnes furent importées, fournissant à la classe capitaliste locale un avantage exceptionnel pour disposer de travailleurs, de biens et de terre¹⁵⁶. Mais la véritable richesse était le travail accumulé par la traite, qui rendait possible un mode de production qui ne pouvait pas être mis en place en Europe.

On sait maintenant que le système des plantations alimenta la révolution industrielle, comme l'écrit Eric Williams, en faisant remarquer qu'il n'y avait quasiment aucune brique à Liverpool et Bristol qui ne fût cimentée avec du sang africain¹⁵⁷. Mais le capitalisme n'aurait même pas pu démarrer sans « l'annexion de l'Amérique » par l'Europe et sans « le sang et la sueur », qui pendant deux siècles s'écoulèrent depuis les plantations vers l'Europe. Il faut le souligner, dans la mesure où cela nous permet de comprendre à quel point l'esclavage a été essentiel dans l'histoire du capitalisme et pourquoi, régulièrement mais systématiquement, dès que le système capitaliste est menacé d'une crise économique majeure, la classe capitaliste doit relancer un

153 Cf. J. Blaut, 1492. *The Debate on Colonialism, Eurocentrism and History*, Trenton (NJ), Africa World Press, 1992, p. 45–46. James Blaut souligne qu'en quelques décennies après 1492, « le taux de croissance et de changement s'accéléra spectaculairement et que l'Europe entra dans une période de développement rapide ». Il écrit : « L'entreprise coloniale au XVI^e siècle produisit du capital de nombreuses façons. L'une était l'extraction d'or et d'argent. Une deuxième, les plantations, principalement au Brésil. Une troisième, le commerce des épices, des étoffes et bien d'autres choses, avec l'Asie. Un quatrième élément était le profit revenant aux maisons européennes depuis un ensemble d'entreprises commerciales et productives en Amérique [...] un cinquième était l'esclavage. L'accumulation provenant de ces sources était massive. » (*Ibid.*, p. 38.)

154 *Ibid.*, p. 42.

155 Cf. J. De Vries, *op. cit.*, p. 20.

156 Cf. J. Blaut, *op. cit.*, p. 38–40.

157 Cf. E. Williams, *Capitalisme et esclavage* (1944), Paris, Présence africaine, 1998, p. 85–90.

processus d'«accumulation primitive», c'est-à-dire un processus de colonisation et d'asservissement à grande échelle tel que celui auquel nous assistons¹⁵⁸.

Le système des plantations était crucial pour le développement capitaliste, non seulement du fait de la quantité énorme de surtravail qu'il accumulait, mais surtout parce qu'il établit un modèle de surtravail du travail, de production tournée vers l'exportation, d'intégration économique et de division internationale du travail qui est depuis devenu le paradigme des rapports de classes capitalistes.

Avec son immense concentration de travailleurs et sa force de travail arrachée à sa terre natale, incapable de compter sur des soutiens locaux, la plantation préfigurait non seulement l'usine, mais aussi l'emploi récent de l'immigration et de la mondialisation afin de réduire le coût du travail. En particulier, la plantation fut une étape essentielle dans la formation de la division internationale du travail qui, par la production de «biens de consommation», intégrait le travail des esclaves dans la reproduction de la force de travail européenne, tout en maintenant travailleurs salariés et esclaves géographiquement et socialement séparés.

La production coloniale de sucre, thé, tabac, rhum et coton, les marchandises les plus importantes, avec le pain, dans la production de force de travail en Europe, ne se développa pas à grande échelle avant les années 1650, après que l'esclavage avait été institutionnalisé et que les salaires en Europe avaient commencé à augmenter (modestement)¹⁵⁹. Il faut toutefois le mentionner ici, parce qu'au moment où il se développa, deux mécanismes furent introduits qui restructurèrent de façon significative la reproduction du travail à l'échelle internationale. D'une part, une chaîne d'assemblage mondiale fut créée qui abaissa le coût des biens nécessaires à la production de la force de travail en Europe et qui connecta les travailleurs salariés aux esclaves d'une façon qui préfigurait l'utilisation actuelle par le

capitalisme des travailleurs asiatiques, africains et sud-américains comme fournisseurs de biens de «consommation» à bon marché (rendus bons marché par des escadrons de la mort et la violence militaire) à destination des pays capitalistes «avancés».

D'un autre côté, le salaire en métropole devint le moyen par lequel les biens produits par les esclaves étaient amenés sur le marché, et la valeur des produits du travail esclave était réalisée. De la sorte, comme avec le travail domestique féminin, l'intégration du travail esclave dans la production et reproduction de la force de travail métropolitaine était encore plus achevée, et le salaire était redéfini comme instrument d'accumulation, c'est-à-dire comme un levier permettant de mobiliser non seulement le travail des ouvriers qu'il payait, mais aussi le travail d'une multitude d'ouvriers qu'il dissimulait, du fait des conditions de leur travail, non salarié.

Les ouvriers européens savaient-ils qu'ils achetaient des produits provenant du travail esclave et, s'ils le savaient, le contestèrent-ils ? C'est une question qu'il faudrait leur poser, mais c'est une question à laquelle je n'ai pas la réponse. Ce qui est certain, c'est que l'histoire du thé, du sucre, du rhum, du tabac et du coton est bien plus importante que ce que nous pouvons inférer de la façon dont ces marchandises contribuèrent, en tant que matières premières ou moyens d'échange dans le système esclavagiste, à l'essor du système de l'usine. Parce que ce qui voyagea avec ces «exportations» était non seulement le sang des esclaves, mais le ferment d'une nouvelle science de l'exploitation, et une nouvelle division de la classe ouvrière. Le travail salarié, loin de fournir une alternative à l'esclavage, fut transformé de sorte que l'existence de la classe ouvrière repose sur lui : c'était un moyen (comme le travail féminin non payé) de l'accroissement de la part non payée de la journée de travail salariée.

L'existence des travailleurs esclaves d'Amérique et salariés d'Europe était intégrée de façon si étroite qu'aux Antilles, où les esclaves recevaient des lopins («terres de provisions») afin de les cultiver pour leur usage propre, la quantité de terre et de temps

158 Cf. K. Bales, *Disposable People. New Slavery in the Global Economy*, Berkeley, University of California Press, 1999.

159 Cf. N. Rowling, *Commodities. How the World Was Taken to Market*, Londres, Free Association Books, 1987, p. 51, 76, 85.

octroyée dépendait du prix du sucre sur le marché mondial¹⁶⁰. Prix qui était vraisemblablement déterminé par la dynamique des luttes sur la reproduction et les salaires des travailleurs.

Il serait erroné de conclure que l'intégration du travail esclave dans la production du prolétariat salarié européen créa une communauté d'intérêts entre ouvriers européens et capitalistes métropolitains, censément soudée par leur désir commun de marchandises importées bon marché.

En réalité, comme la conquête de l'Amérique, le commerce des esclaves fut un malheur pour les travailleurs européens de l'époque. Comme nous l'avons vu, l'esclavage (comme la chasse aux sorcières) représenta un terrain d'expérimentation majeur pour les méthodes de contrôle des travailleurs qui furent ensuite importées en Europe. L'esclavage eut aussi un impact sur les salaires des travailleurs européens et sur leur statut légal : on ne peut pas parler de coïncidence si c'est seulement avec la fin de l'esclavage que les salaires augmentèrent nettement en Europe et que les ouvriers européens obtinrent le droit de s'organiser.

Il est aussi difficile d'imaginer que les ouvriers d'Europe profitèrent de la conquête de l'Amérique, du moins dans sa phase initiale. Souvenons-nous que c'était l'intensité de la lutte antiféodale qui avait conduit les petits nobles et les marchands à la recherche de l'expansion coloniale et que les conquérants provenaient des rangs des ennemis jurés de la classe ouvrière européenne. Il est aussi important de garder à l'esprit que la conquête fournit à la classe dominante européenne l'or et l'argent qui lui permirent de payer les armées mercenaires qui matèrent les révoltes rurales et urbaines et que, au cours des mêmes années durant lesquelles Arawaks, Aztèques et Incas étaient écrasés, les ouvriers en Europe étaient chassés de leurs foyers, marqués comme du bétail et brûlés comme sorcières.

Nous ne devons ainsi pas penser que le prolétariat européen fut toujours complice du pillage de l'Amérique, bien que certains

prolétaires le furent sans aucun doute à titre individuel. La noblesse s'attendait à une si faible coopération de la part des « classes inférieures » qu'au départ les Espagnols ne permirent l'embarquement de peu d'entre eux. Seuls huit mille Espagnols émigrèrent légalement en Amérique au cours de tout le XVI^e siècle, dont 17% appartenaient au clergé¹⁶¹. Même par la suite, les gens n'avaient pas le droit de s'installer dans les colonies de façon autonome, par crainte qu'ils ne pussent collaborer avec la population locale.

Pour la plupart des prolétaires, au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, l'accès au Nouveau Monde passait par l'*indenture* et la « déportation », la punition que les autorités anglaises adoptèrent pour débarrasser le pays des condamnés, des dissidents politiques et religieux, ainsi que de la vaste population de vagabonds et de mendiants qu'engendraient les enclosures. Comme Peter Linebaugh et Marcus Rediker le soulignent dans *L'Hydre aux mille têtes*¹⁶², la crainte qu'avaient les colons d'une colonisation non régulée était justement fondée, étant donné les conditions de vie misérables qui existaient en Europe, et l'attrait qu'exerçaient les récits circulant à propos du Nouveau Monde, le décrivant comme une terre merveilleuse où les gens vivaient libres du labeur et de la tyrannie, des maîtres et de la cupidité et où « tien » et « mien » n'avaient pas cours, tout étant détenu en commun¹⁶³. L'attraction exercée par le Nouveau Monde était si forte que l'idée d'une nouvelle société qu'elle suscitait influença apparemment les pensées politiques des Lumières, contribuant à l'émergence d'un nouveau concept de « liberté », synonyme de « sans maître », une idée auparavant inédite dans la théorie politique européenne¹⁶⁴. Il n'est pas étonnant que certains Européens aient cherché à « se perdre » dans ce monde utopique où, comme le formulent brillamment Linebaugh

161 Cf. E. J. Hamilton, *op. cit.*, p. 299 ; W. L. Williams, *op. cit.*, p. 38-40.

162 Cf. P. Linebaugh, M. Rediker, *L'Hydre aux mille têtes. L'Histoire cachée de l'Atlantique révolutionnaire* (2000), Paris, Amsterdam, 2008.

163 *Ibid.* ; W. Brandon, *New Worlds For Old. Reports from the New World and their Effect on the Development of Social Thought in Europe, 1500-1800*, Athens, Ohio University Press, 1986, p. 6-7.

164 *Ibid.*, p. 23-28.

160 Cf. M. Morrissey, *Slave Women in the New World. Gender Stratification in the Caribbean*, Lawrence (Kansas), University Press of Kansas, 1989, p. 51-59.

et Rediker, ils pouvaient reconstruire l'expérience perdue des commu-
naux¹⁶⁵. Certains vécutent pendant des années avec les tribus in-
diennes en dépit des restrictions imposées à ceux qui s'installaient
dans les colonies américaines et le prix très élevé qu'on leur faisait
payer s'ils étaient pris, puisque les fugitifs étaient considérés comme
des traîtres et mis à mort. Ce fut le destin de quelques colons anglais
de Virginie qui, ayant fui pour vivre avec les Indiens, furent condam-
nés lors de leur capture par le conseil de la colonie à se faire « brûler,
passer au supplice de la roue [et] pendre, ou fusiller¹⁶⁶ ». « La terreur
créait les frontières », commentent Linebaugh et Rediker¹⁶⁷. Pourtant,
à une date aussi avancée que 1699, les Anglais avaient beaucoup de
mal à persuader les gens que les Indiens étaient enthousiastes à l'idée
d'abandonner leur mode de vie.

Aucun argument, aucune injonction, ni mêmes les armes
[rapportait un contemporain] [...] ne persuadaient beaucoup
d'entre eux de quitter leurs amis indiens. De l'autre côté, des
enfants indiens furent éduqués avec attention parmi les Anglais,
habillés et instruits, mais ils n'en retiennent rien, si ce n'est qu'ils
voulaient retourner dans leurs nations¹⁶⁸.

Quant aux prolétaires européens qui s'engagèrent en *indenture* ou
qui arrivèrent au Nouveau Monde suite à une condamnation, leur
destin n'était pas très différent, tout d'abord, de celui des esclaves
africains avec lesquels ils travaillaient souvent côte à côte. Leur hos-
tilité à l'égard de leurs maîtres était également intense, de sorte que
les planteurs les regardaient comme un tout dangereux et, dans la
seconde moitié du XVII^e siècle, commencèrent à limiter leur emploi et
promulguèrent des lois visant à les séparer des Africains. Mais ce n'est
qu'à la fin du XVIII^e siècle que les frontières raciales furent irrémédia-
blement tracées¹⁶⁹. Jusqu'alors, la possibilité d'alliances entre Blancs,
Noirs et peuples autochtones, ainsi que la crainte d'une telle unité dans

l'imagination de la classe dominante européenne, en métropole ou
dans les colonies, était toujours présente. Shakespeare en offre une
figuration dans *La Tempête* (1612), pièce dans laquelle il représente
le complot organisé par Caliban, le rebelle natif, fils d'une sorcière, et
par Trinculo et Stephano, les prolétaires européens traversant l'océan,
suggérant la possibilité d'une redoutable alliance des opprimés et
fournissant un contrepoint dramatique à la magie de Prospero, qui
met fin à la discorde entre les dominants.

Dans *La Tempête*, le complot se termine de façon abjecte, les pro-
létaires européens s'avérant être de minables voleurs et des ivrognes,
et Caliban demandant pardon auprès de son maître colonial. Ainsi,
quand les rebelles vaincus sont conduits devant Prospero et ses ex-
ennemis Sébastian et Antonio (qui sont à ce moment-là réconciliés),
ils sont sujets de railleries et renvoyé à leur sujétion et à leur division :

Sébastian. Ha, ha.
Qui sont ceux-là, monseigneur Antonio ?
On peut les acheter ?
Antonio. Je pense bien,
L'un est vrai poisson, donc achetable.
Prospero. Voyez, seigneurs, les armes de ces hommes -
Qu'ont-ils de vrai ? Ce scélérat difforme
Est fils d'une sorcière, si puissante
Qu'elle domptait la lune et les marées,
Sans son pouvoir, mais dirigeait pour elle.
Ces trois-là m'ont volé, ce demi-diable,
- C'est un bâtard de diable -, a comploté
Avec ces deux de me prendre la vie.
Eux vous les connaissez, ils sont à vous ;
Je reconnais cet objet de ténébres,
Il est à moi¹⁷⁰
Hors scène, cependant, la menace persistait. « On découvert des
serviteurs blancs complotant avec des esclaves africains, à l'époque

165 Cf. P. Linebaugh, M. Rediker, *op. cit.*, p. 42.
166 H. Koning, *Petite histoire de la conquête des Amériques*, Montreuil, L'échappée,
2010, p. 73.
167 P. Linebaugh, M. Rediker, *op. cit.*, p. 59.
168 H. Koning, *op. cit.*, p. 72.
169 Cf. Y. Moutier Bourang, *op. cit.*

170 W. Shakespeare, *La Tempête*, Acte I, scène II, Besançon, Les Solitaires intempestifs, 2003, p. 144-145.

où des milliers de condamnés étaient expédiés aux Bermudes et à la Barbade depuis les îles Britanniques, au cours des années 1650¹⁷¹.» En Virginie, le point culminant de l'alliance entre Noirs et Blancs fut la révolte de Nathaniel Bacon, en 1675–1676, lorsque des esclaves africains et des serviteurs britanniques en *indenture* s'unirent dans une conspiration contre leurs maîtres.

C'est pour cette raison qu'à partir des années 1640, l'accumulation du prolétariat esclave dans les colonies d'Amérique du Sud et les Caraïbes fut associée à l'élaboration de hiérarchies raciales, neutralisant la possibilité de telles alliances. Des lois furent promulguées qui privaient les Africains des droits civiques dont ils jouissaient auparavant, tels que la citoyenneté, le droit de porter des armes et le droit de témoigner ou de porter plainte devant un tribunal pour blessures. Le tournant fut l'instauration du caractère héréditaire de l'esclavage et le droit octroyé aux maîtres de battre et tuer leurs esclaves. En outre, les mariages entre «Noirs» et «Blancs» furent interdits. La servitude des Blancs en *indenture*, survivance de la domination britannique, fut plus tard abolie à la suite de la guerre d'Indépendance des États-Unis. En conséquence, à la fin du XVIII^e siècle, l'Amérique coloniale était passée d'une «société comprenant des esclaves à une société esclavagiste¹⁷²» et les possibles solidarités entre Africains et Blancs avaient été fortement ébranlées. «Blanc», dans les colonies, non seulement était synonyme de privilège social et économique, servant à désigner ceux qui jusqu'en 1650 avaient été appelés «les Chrétiens», puis «les Anglais» ou «les hommes libres¹⁷³», mais devint aussi un attribut moral, un moyen par lequel l'hégémonie sociale devait être naturalisée. «Noir» ou «Africain», au contraire, devint synonyme d'esclave, à tel point que les Noirs libres, qui représentaient une part non négligeable dans l'Amérique du début du XVII^e siècle, furent ensuite contraints de prouver qu'ils étaient libres.

171 N. Rowling, *op. cit.*, p. 57.

172 Y. Moulier Boutang, *op. cit.*, p. 189.

173 *Ibid.*, p. 194.